

Lutte de classe

Un point sur la crise et ses conséquences

(compilation d'extraits de dépêches de presse de mercredi à vendredi, plus de brefs commentaires)

Quand la confiance fout le camp, tout fout le camp !

De Tokyo à New York, en passant par Paris, les opérateurs ont observé, impuissants, la peur et l'irrationnel s'emparer des marchés, affolés par l'absence de perspectives.

Ni les baisses de taux d'intérêt, ni les opérations massives de soutien aux banques sur fonds publics et les garanties de dépôts décidées par les gouvernements, ni les appels au calme des grands argentiers internationaux n'ont jusqu'ici réussi à endiguer la panique.

Les investisseurs ont fait peu de cas des propos rassurants du président George W. Bush, qui a promis vendredi que les Etats-Unis allaient "*résoudre la crise*", sans toutefois présenter de nouveau remède.

Les Bourses européennes ont clôturé en très forte baisse, Londres dégringolant de 8,85% et Francfort de 7,01%. Paris a perdu 7,73%, achevant la pire semaine de son histoire (-22,16% depuis lundi).

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 cédait 7,83% à 849,29 points après avoir perdu jusqu'à 9,9%. Sur la semaine, le FTSEurofirst 300 s'est effondré de 22% pour revenir à son plus bas niveau de clôture depuis le 2 juillet 2003. Le CAC 40, lui, accuse un repli de 22,2% en cinq séances, du jamais vu depuis sa création, et il se retrouve au plus bas depuis septembre 2003.

New York avait perdu 7,3%, jeudi, Le Nikkei perdait plus de 10%, la bourse de Séoul plongeait de 8% en un quart d'heure...

Les grandes Bourses affichent des reculs dignes de la définition informelle du krach -une baisse des cours de plus de 20% en quelques jours- qui justifient les comparaisons avec les crises de 1929 et 1987.

"*C'est la panique, tout devient absurde, les gens vendent même les vaches sacrées*" (valeurs refuges), a témoigné le directeur des ventes de la salle des marchés "Global Equities" à Paris, Xavier de Villepion.

Cauchemar général en Asie également. En clôture, Tokyo a subi une nouvelle chute historique de 9,62%, Hong Kong a perdu 7,2%, Sydney et Manille 8,3%, Singapour 7,34% et Bangkok 9,61%.

Depuis le début de l'année, les principales bourses américaines, européennes et japonaises ont perdu près de la moitié de leur valeur.

La panique a été telle que des rumeurs de fermeture pure et simple des Bourses le temps de ramener le calme ont circulé. NYSE Euronext, l'opérateur des places de Paris, Amsterdam et Bruxelles, a assuré ne pas envisager une telle mesure.

Ils n'ont aucune solution en vue.

La ministre française de l'Economie Christine Lagarde a d'ailleurs estimé qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que le G7 débouche sur "*une réponse harmonisée*" qui serait "*la même pour tout le monde*". Depuis il a accouché d'une souris, en réponse les bourses sont reparties de plus belle à la baisse

L'administration américaine étudie actuellement un plan de recapitalisation des banques, a rapporté la chaîne de télévision CNBC, citant de hauts responsables du gouvernement.

L'Elysée essaie d'organiser un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 15 pays de l'Eurogroupe, qui pourrait se tenir dimanche, a-t-on confirmé de sources gouvernementales concordantes.

Réponse de Strauss-Kahn : *"il n'est pas nécessaire d'avoir un fonds collectif"* assurant que *"le FMI est en position d'aider les pays qui en ont besoin"* et qu'il *"doit être au centre du dispositif qui permet de rétablir la confiance"*.

Même les informations sur la possibilité d'un plan de soutien de plus de 100 milliards d'euros aux banques allemandes n'ont pas suffi à enrayer la tendance.

Le gouvernement néerlandais a annoncé jeudi qu'il était prêt à débloquer 20 milliards d'euros pour soutenir, si nécessaire, les institutions financières du pays menacées par la crise actuelle du crédit.

Le ministre des Affaires étrangères argentin Jorge Taiana a déclaré que des avancées étaient faites en faveur d'une réunion d'urgence des membres du Mercosur, le marché commun sud-américain (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay et le Venezuela en cours d'adhésion) *"pour examiner la crise mondiale, coordonner et instaurer les positions face à cette grave situation internationale"*.

Le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Colombie, les principales économies d'Amérique latine ont injecté cette semaine plusieurs milliards de dollars sur leurs marchés pour maintenir leurs économies à flot et affronter la crise financière internationale.

La Banque centrale du Brésil mercredi a annoncé l'injection de 7,7 milliards de dollars sur son marché monétaire pour faire face au resserrement du crédit, et se tient prête à encore injecter trois milliards le cas échéant.

Mercredi, la Banque centrale est également intervenue à trois reprises pour vendre un montant non précisé de dollars puisés dans sa réserve de 207 milliards de dollars, pour contenir la chute de sa monnaie, le real.

Le Mexique, la deuxième puissance économique de la région, et la plus dépendante des Etats-Unis a mis en vente quelque 2,5 milliards de dollars pour secourir son peso, et examinait un plan d'urgence de 4,3 milliards de dollars avancé mercredi par le président Felipe Calderon à 2009 pour combattre les effets de la crise financière internationale.

En Argentine, la Banque centrale a injecté 3,5 milliards de dollars également pour soutenir son peso contre le dollar.

Le dollar est à un niveau *"raisonnable et contrôlé"*, a estimé le ministre de l'Intérieur Florencio Randazzo.

Les réserves de dollars de la banque centrale d'Argentine sont tombés à 47 milliards.

Pour Dominique Moïsi, conseiller spécial de l'Institut français des relations internationales (Ifri), *"plus les jours passent, moins la confiance revient"*.

Il faut en tirer la leçon *"en introduisant plus d'Etat et plus de puissance publique"* à l'issue de la crise, selon Strauss-Kahn. Le retour aux années bonheurs chers aux républicains et aux démocrates, aux réformistes et à tous les opportunistes qui collent aux basques du capitalisme... d'Etat !

Time is money.

Le temps presse. La menace d'une contagion de la crise financière à *"l'économie réelle"* se précise.

Le pire scénario.

Selon des analystes parisiens, la paralysie du marché interbancaire pourrait aussi provoquer des faillites d'entreprises en chaîne.

Rien n'y fait.

Un rapport de la banque centrale rendu public jeudi établit que les banques commerciales ont emprunté en moyenne 75 milliards de dollars (55,1 milliards d'euros) au jour le jour au cours de la semaine écoulée. La semaine précédente, la demande avait déjà atteint un niveau record, à 44,5 milliards de dollars (32,7 milliards d'euros).

Mercredi, les sociétés d'investissement avaient sollicité pour la semaine des prêts totalisant 134 milliards de dollars (98,55 milliards d'euros).

Le pétrole est passé sous 80 dollars à Londres et à New York, loin de ses records historiques du 11 juillet à plus de 147 dollars. Cela n'a aucun effet sur cette crise.

Des pertes très largement (volontairement) sous-estimées.

Le directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn a estimé jeudi que les pertes associées à la crise du crédit pourraient désormais totaliser 1.400 milliards de dollars.

Augmentation prévisible du chômage.

"On n'a plus trop de points de repères", reconnaît Michel Husson, économiste à l'Institut de recherche économique et social (Ires). "Et l'horizon raisonnable qu'on peut donner à un rebond de l'économie se recule dans le temps".

Pour enrayer un cercle vicieux de la récession, "il faut soutenir la consommation", car environ 80% de la demande dans les pays développés vient des ménages, rappelle M. Ragot de l'Ecole d'Economie de Paris.

"Les plus précaires, les femmes temps partiel, les jeunes en CDD, ou ceux qui cherchent un premier emploi, vont payer cher la crise, alors qu'ils n'en sont pas responsables", prévoit Xavier Ragot. Et, estime-t-il, "ce coût social aura aussi un coût politique".

Dernières minutes, les infos de La Tribune

Le débouclage des CDS de Lehman fait peur à tout le monde. Les CDS, Credit Default Swap, de Lehman sont mis en vente aujourd'hui (vendredi). Il y en a pour la bagatelle de 400 milliards de dollars. Avec un risque décote de 80% à 90%...

La production industrielle française a baissé de 0,4% en août par rapport à juillet, après avoir augmenté de 1,4% le mois précédent.

Pétrole : l'AIE abaisse de nouveau sa prévision de demande mondiale en 2008 et 2009 La demande mondiale de pétrole est affectée par le ralentissement économique.

Sarkozy souhaite lancer dès 2009 la réforme des collectivités territoriales Cette réforme pourrait prévoir la suppression des départements. Le chantier de la réforme de la taxe professionnelle sera lancé de concert. Il s'agira de s'y opposer, mais certainement pas en chantant la Marseillaise ou en brandissant le drapeau des Versaillais.

Un sondage qui tombe à point. Les Français plus pessimistes que jamais sur l'avenir économique. Pour autant, les Français considèrent que la crise touche moins fortement l'Hexagone que d'autres pays et ne croient pas au risque de faillite de leur propre banque. Est-ce bien vrai ?

Selon l'index Halifax de la banque britannique HBOS, le prix des maisons outre-Manche a plongé de 12,4% en un an. C'est la plus forte chute depuis 1983.

Jean-Claude Trichet appelle les marchés financiers à reprendre "leurs esprits", en attendant la séance de spiritisme du G20 dimanche à Washington !

Le secrétaire au Trésor américain estime que d'autres faillites d'institutions financières étaient à prévoir aux Etats-Unis malgré son plan de 850 milliards de dollars...

AIG de nouveau renfloué par la Fed pour près de 40 milliards de dollars. Le groupe a déjà consommé le prêt relais de 85 milliards de dollars accordé en septembre dernier par la Réserve fédérale américaine.

Le numéro un américain de l'assurance-vie qui a fait récemment l'objet de rumeurs de difficultés financières va lever 2 milliards de dollars.

(AFP, AP, Reuters et La Tribune 09 et 10.10)